

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

CHUL: une gestion satisfaisante malgré le coronavirus

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

Entre la virulence du coronavirus sur plusieurs mois et son impact négatif sur le Centre hospitalier universitaire de Libreville (CHUL), la gestion du personnel et la mise en place de projets nécessaires au bon fonctionnement de cette structure sanitaire, le Conseil d'administration, qui s'est réuni hier, a admis que la directrice générale, Dr Marie-Thérèse Vane, avait bien mené sa barque en 2020. Même si ce satisfecit n'a pas empêché

les administrateurs de lui reprocher des initiatives engagées sans leur aval, ou un manque de communication sur certains dossiers. Pour le Dr Marie-Thérèse Vane, il fallait répondre à "l'urgence", à "l'obligation de commencer un travail" visant à moderniser des pans entiers de l'administration hospitalière et améliorer la prise en charge des patients. Tout en tenant compte, selon cette dernière, du Covid-19 qui a eu des répercussions à tous les niveaux. Compliquant véritablement une organisation quotidienne. Le personnel de santé a été le

premier impacté. La santé mentale de plusieurs agents a été affectée (obligeant à mettre en place un programme de prise en charge psychologique dès le 18 mai passé) à cause de la crainte de se faire contaminer et des capacités limitées du système de santé constatées au début de l'épidémie. En première ligne du plan de riposte, le CHUL fait partie des entités sanitaires qui ont payé un tribut au coronavirus. Au total, 43 agents ont été contaminés et un autre (après une contamination communautaire) est décédé. La trésorerie de l'hôpital a aussi souffert. Au point que la direction, qui veut assurer un fonctionnement efficient jusqu'en fin 2020, souhaite que la totalité de la subvention restante (soit 1,3 milliard FCFA) soit mise à sa disposition par l'État. L'apurement de la dette réconciliée Cnamgs 2016-2018 (un peu plus de 3,8 milliards



Marie Thérèse Vane lors d'un précédent évènement.

FCFA) ou encore le remboursement par la Cnamgs des produits pharmaceutiques et autres consommables, non fournis par le Copil et utilisés par le CHUL pour la prise en charge des patients atteints par le Covid-19

(soit environ 346 millions de francs), figurent parmi les pistes pour améliorer des finances fragilisées par la pandémie. Une situation qui n'a pas interdit le lancement de la digitalisation de ce centre hospitalier.

Bongs record: découverte des talents musicaux et mise en valeur des carrières



Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

FONDE en 2019, le label musical Bongs record a présenté les artistes placés sous son aile, le week-end dernier, au cours d'une conférence de presse, dans la commune d'Owendo. Sir Sossa, Esthy et Afrik'An Legend sont les visages que cette marque de production se propose de propulser au-devant de la scène, aussi bien nationale qu'internationale, avec en prime un management professionnel de l'enregistrement en studio et aux prestations scéniques. "Nous signons des artistes de tous genres musicaux, mais nous marquons plus un accent sur la musique africaine Afrobeat. Bongs record se voit aussi en un label de promotion

de spectacle. Toujours dans la même optique de promotion d'artistes", a indiqué Sir Sossa, le directeur artistique du label. Très connu dans le gotha musical gabonais, pour avoir marqué son empreinte avec des titres tels que "Kobolo" qui a cumulé 650 000 vues sur Youtube, Sir Sossa donne l'assurance d'un travail 100 % professionnel. Avec un équipement constitué d'une console 24 pistes numériques, une interface de son équipée de versions récentes de logiciels de traitement, un robot duplicateur de CD-ROM capable de produire de multiples exemplaires au jour, Bongs record dit vouloir, sans prétention, apporter de la qualité à la musique gabonaise, en plus d'encadrer les jeunes talents, avec la perspective de créer une véritable industrie musicale dans la sous-région.

Archivage et gestion documentaire dans l'administration: quels enjeux?

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

B IEN plus qu'une simple contrainte légale à respecter, la gestion des documents et des archives est une nécessité. Elle répond à de réels enjeux tant politiques, économiques que sociaux. Ranger, classer et conserver sont inscrits dans sa logique. C'est pourquoi sécuriser les lieux de stockage des archives, physiques ou numériques, est une priorité. Consciente de cela, la Direction générale des hydrocarbures vient de soumettre quinze de ses agents à une formation dans ce sens à l'Institut universitaire des sciences de l'organisation Sophie-Ntoutoume Emame (IUSO). En prenant en compte l'apport du numérique dans la pratique de cette discipline. Ce qui passe, inévitablement, par la connaissance du traitement



Les agents de la Direction générale des hydrocarbures autour de la DG de l'IUSO.

des archives, des méthodes de conservation et de préservation des documents, de l'archivage numérique et la gestion électronique des données. Car, l'information sur des supports classiques est abondante au sein de l'administration en général, de la Direction générale des hydrocarbures en particulier. À cela s'ajoute le fait que les documents numériques s'y ac-

cumulent à une vitesse vertigineuse sur des supports tels que les disques durs, DVD, CD, disquettes et clés USB. D'où la pertinence d'en faire le traitement selon une méthodologie, des techniques et procédures rigoureuses, afin de permettre aux utilisateurs de ces documents de s'y retrouver et de conserver toutes les informations pertinentes.